

Mur - MURS aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Déc
2016

FACE AUX MURS !!

Au lendemain de la victoire de Trump, les éditorialistes avaient la mine défaite. C'est vrai qu'un vieux mâle blanc, riche, sexiste et raciste, à la tête de l'État le plus puissant au monde, ce n'est pas réjouissant. Et si Trump faisait ce qu'il promettait dans sa campagne ? Et s'il construisait ce « mur » anti-immigration à la frontière avec le Mexique ?

Un mur ! Dans les médias, tous s'en émeuvent. On croit rêver ! Ont-ils tous oublié que ce mur existe déjà ? Des barreaux de fer hauts de 5m s'étirent sur près d'un tiers des 3200 km de frontière entre le Mexique et les États-Unis. Ailleurs, des clôtures surveillées. Fermée, militarisée, cette frontière sépare et détruit des vies depuis des années.

Il est de bon ton de s'indigner du « mur de Trump ». Les murs des autres sont toujours plus indignes. Ça évite de parler des murs construits partout ici, qu'ils soient béton, de fer, ou de barbelés. Aux frontières extérieures de l'Europe – à Calais, entre le Maroc et l'Espagne (Ceuta, Melilla), entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie, et depuis peu entre la Norvège et la Russie. A l'intérieur de l'Europe – entre la Grèce et la Macédoine, la Hongrie et la Serbie. Et au sein de l'espace Schengen – l'Autriche projette de dresser une clôture à sa frontière avec l'Italie. Des murs pour s'enfermer dans nos privilèges et nos fantasmes xénophobes. Des murs qui sont une des multiples armes de l'arsenal anti-migratoire.

Trump n'est ni le seul ni le premier à faire la guerre aux migrant.e.s, et nous continuerons à combattre tous ceux qui mènent et justifient cette guerre !

Les frontières de la dictature policière sont grandes ouvertes

Pendant l'été 2015 et la vague migratoire, le gouvernement hongrois a érigé une barrière le long de la frontière serbe. La construction fut terminée le 15 septembre, date qui coïncide avec une nouvelle loi dictant que quiconque traverse la frontière illégalement sera emprisonné pendant 1 à 3 ans. 3 jours après la fermeture de cette frontière, 5000 personnes attendaient du côté serbe. A un moment, le portail s'est ouvert mystérieusement, et tout le monde s'est précipité pour passer en Hongrie.

La police a chargé avec des lacrymos et a arrêté 11 personnes: des personnes âgées ou handicapées incapables de s'échapper ont été condamnées à 3 ans de prison ferme. Le 11ème, Ahmed H., parlait dans un mégaphone et a été accusé en plus de terrorisme en incitant à émeute. Le 30 novembre 2016, Ahmed a été condamné à dix ans en prison haute sécurité. Son procès était extrêmement biaisé et il était coupé de toute tentative de soutien de l'extérieur. Plus d'infos: freetheroszke11.weebly.com



RÉCIT D'UN PASSAGE PAR LE CAMP DE STALINGRAD

Le 4 novembre 2016, des centaines de flics, des travailleurs sociaux, et des organisations caritatives (France Terre d'Asile, Emmaüs), ont procédé à l'expulsion des campements de Stalingrad et ont fait monter les exiléEs dans des bus pour les déplacer aux quatre coins de la France, sans informer personne des destinations.

"J'ai vécu 2 mois à Stalingrad. Mon voyage jusqu'à Paris a duré 2 mois. Je suis parti de mon pays, le Soudan, et j'ai voyagé 15 jours dans le désert pour arriver en Libye. Quand on est entréEs en Libye, les gardes nous ont attrapéEs et emmenéEs en prison pour nous passer à tabac et appeler nos familles pour leur demander de l'argent contre notre liberté. Sans cet argent je serais resté en prison. Après, avec un groupe de personnes de Libye, nous avons rejoint la mer, tout le monde a payé et on a traversé en bateau jusqu'à Lampedusa. Le bateau était trop petit pour nous. Mais on a eu beaucoup de chance, un bateau italien nous a secouru et ramenéEs à Lampedusa, où nous sommes restéEs 15 jours. Après ça, je suis allé de Naples à Milan en train, de Milan à Ventimille et de Ventimille jusqu'à Nice à pieds.

Durant la traversé de la montagne [par la vallée de la Roya, à la frontière italo-française], on a dû rester un jour entier sans eau et marcher pendant la nuit pour ne pas se faire attraper par la police. Ensuite, j'ai pris le train de Nice à Marseille et de Marseille à Paris.

Je suis resté deux mois à Stalingrad à Paris. Énormément de gens vivaient là bas. La plupart étaient soudanaisES, afghanES, somalien-NEs et erythréenNEs. Certains hommes étaient avec leur femme et leurs enfants. Parfois il faisait très froid et il

pleuvait, et la situation était très dure, spécialement pour les familles et les enfants. Et la police venait régulièrement pour embarquer certainEs d'entre nous.

À Paris, la plupart des gens ne voulaient pas parler anglais avec nous – mais nous on ne connaît pas le français ! Les gens t'ignorent tout court si tu parles anglais. À Paris il n'y avait que quelques bénévoles mais aucune institution, le gouvernement n'a rien fait pour nous. Seuls quelques volontaires nous apportaient de la nourriture 2 fois par jour, et rien d'autre.

Le problème majeur c'était les douches. Pour peu que tu arrives à prendre une douche au bout de 5 ou 7 jours, tu ne peux pas changer de vêtement. De ma part, je n'ai pas trouvé de machine à laver, et personne nous a ramené de vêtements.

[Le jour de l'expulsion], ils nous ont forcéEs à monter dans les bus. Parmi les personnes qui ont refusé, certaines ont dû partir loin de la ville, et d'autres ont voulu rester à Paris, parce que c'est la capitale. J'ai appris par la suite que ces dernières ont été arrêtées par la police, mais je ne sais pas ce qu'il leur est arrivé.

Ma question est la suivante : j'ai des camarades qui habitent dans la Jungle [à Calais] depuis longtemps, genre 9 mois. Ils/elles veulent aller en Angleterre parce qu'ils/elles disent que c'est plus facile de trouver du travail là-bas ; certainEs y ont de la famille aussi, et ici en France illes sont rejetéEs par les gens et par la police. Ils ne veulent pas d'eux/elles en France, ils refusent de leur donner des papiers, mais ils ne veulent pas non plus qu'elles/ils traversent la frontière. Pourquoi ? »

BRÈVES

Expulsion : les accords en série

UE/Mali

L'Association Malienne des Expulsés a dénoncé la visite du commissaire européen à Bamako le 10 novembre pour imposer au Mali un accord de réadmission. La signature d'un tel accord permettrait à l'Europe d'expulser les MalienNEs sans papiers, sans demander l'accord du consulat malien. L'Europe se donne ainsi le droit de produire des laissez-passer (document officiel pour rentrer dans un pays) à la place du Mali. En 2008, des mobilisations conjointes avaient permis d'éviter la signature d'un accord de réadmission France / Mali.

Afghanistan

En octobre 2016, la communauté internationale a promis une aide de 13,6 milliards d'euros à l'Afghanistan, dont 5 milliards versés par l'UE. M. Steinmeier, le ministre allemand des Affaires étrangères a précisé : "Cette aide n'est pas sans conditions" et "Nous attendons aussi une coopération de l'Afghanistan dans des questions de migration". L'UE a signé avec les autorités afghanes un accord prévoyant le renvoi massif d'exilé-e-s afghan-e-s. Des exilé-e-s afghan-e-s ont manifesté pour protester contre cet accord le 5 octobre à Paris.

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.